

## BLIDA Une fille de 16 ans meurt asphyxiée

De sources bien informées, nous avons appris qu'une adolescente de 16 ans, habitant à la cité des 360-Logements de Ouled Yaïch, à Blida, est décédée il y a deux jours à 6h du matin, asphyxiée, après avoir inhalé du monoxyde de carbone, dégagé par l'appareil de chauffage.

Son frère et sa sœur ont pu être réanimés sur place par les éléments de la Protection civile qui ont intervenu en urgence. C'est dire que toutes les campagnes de sensibilisation sur l'utilisation des appareils de chauffage n'ont pu être utiles avec l'importation à outrance d'appareils non homologués et constituant un danger réel sur la vie des citoyens.

M. B.

## BOUMERDÈS Le dealer de Aït-Khelifa tombe

Z. S., 28 ans, est connu de tous comme étant le dealer attitré du village d'Aït-Khelifa, dans la commune d'Aït-Amrane, dans la wilaya de Boumerdès. Il vient de tomber. 7 policiers lui ont tendu un traquenard digne des séries américaines. Il se sont par ailleurs fait passer pour de gros clients. Le hic dans cette affaire, c'est que le dealer, conscient des ravages de sa marchandise sur les adolescents, ne consomme jamais de drogue.

## Certaines routes sont très dangereuses

De nuit, surtout lorsqu'il pleut, certaines routes dans la wilaya de Boumerdès deviennent très dangereuses. C'est le cas de la RN12 (Thénia-Tizi-Ouzou). L'absence d'éclairage et la signalisation horizontale ou verticale rend la visibilité quasiment nulle. Sur la rocade Boudouaou-Zéralda, récemment inaugurée à grandes pompes, les travaux de finition n'en finissent plus. Les engins en mouvement peuvent être sources de dangers.

## NAÂMA L'ambassadeur de Cuba hôte de la wilaya

Emilio Caballero, ambassadeur de Cuba, a effectué dernièrement une visite de trois jours dans la wilaya, où il était accompagné d'une délégation de l'association «SOS 3<sup>e</sup> âge» d'Alger. L'hôte de la wilaya a visité plusieurs sites touristiques, notamment l'oasis de Tiout, la station thermique de Aïn-Ouarka, le lac de Aïn-B/Khelil, ainsi que les dunes de Mekter de Aïn-Sefra, de même que plusieurs structures publiques, hôpitaux, établissements scolaires et centres de jeunes (culturels et sportifs).

Son Excellence l'ambassadeur de Cuba s'est dit très heureux de son séjour, et très impressionné par la richesse que recèle la wilaya.

B. Henine

# BOUIRA Les habitants de Ras-Bouira bloquent le passage menant vers la décharge

*Il a fallu huit jours, depuis que les familles de Ras Bouira, habitant près du centre d'enfouissement technique, bloquent le passage menant vers cette décharge pour que les responsables locaux réagissent. Et encore.*

La situation au niveau de la ville ayant atteint un seuil intolérable avec ces tonnes d'ordures non ramassées depuis une semaine, les responsables ont déployé la force publique avec des dizaines d'éléments anti-émeutes de la Gendarmerie nationale.

Cela s'est passé le samedi aux environs de 13h. Cela a accentué la colère de ces dizaines de familles : hommes, femmes, vieilles et petits ont observé un sit-in sur place en bravant les gendarmes.

Les forces de la gendarmerie qui avaient essayé un coup de force ont reculé face à la détermination de ces familles qui ont enregistré des blessés dans



Photo : DR

leur rang lors de cette tentative. Dimanche matin, les familles qui ont passé le réveil sur les lieux ont été surprises une fois encore par le déploiement des forces anti-émeutes.

Ces dernières ont été stoppées par la présence des femmes dans le cordon humain formé sur la voie menant vers la décharge. Durant leur tentative

de casser ce cordon, une vieille femme a été bousculée et s'est retrouvée avec trois fractures au niveau de la jambe.

Trois autres personnes ont été blessées dans ces échauffourées.

Après l'échec de ces tentatives, des responsables locaux qui se sont déplacés sur les lieux ont essayé de raisonner

les représentants de ces familles en leur promettant une entrevue avec le wali pour hier à la première heure. Les familles ont répondu par un nict catégorique, désespérées par les promesses non tenues.

La présence du wali sur les lieux était la seule exigence de ces familles qui ont trop longtemps souffert et qui se sont senties bernées à plusieurs reprises. «Nous n'avons ni volé ni insulté quelqu'un, nous ne faisons que revendiquer nos droits. Nous voulons une vie décente dans un endroit où nos enfants puissent enfin respirer l'air pur comme tous les autres enfants de notre cher pays.

Est-ce trop demander ? » ne cessent-ils de dire aux responsables de la gendarmerie et au directeur de la réglementation, représentant du wali, présents sur les lieux. Finalement, après des pourparlers, les familles ont accepté d'ouvrir le passage vers la décharge, avec promesse de voir le wali.

Y. Y.

## Les habitants de Draâ Lakhmis bloquent la RN5

*Emboitant le pas à leurs concitoyens des différentes régions et communes de la wilaya, des habitants du village Draâ Lakhmis, situé dans la périphérie nord de la commune de Bouira, ont procédé hier à la fermeture de la RN5.*

Les habitants exhibaient, face à tous ceux qui les approchaient, un classeur dans lequel sont entassées les différentes correspondances envoyées aux responsables de la commune et de la wilaya, et restées sans suite.

A notre arrivée sur les lieux, un des représentants de ces protestataires nous a dit que la localité, distante de quelques centaines de

mètres du chef-lieu de la commune et de la wilaya, a vainement attendu le lancement d'un véritable plan de développement pour la faire sortir de son isolement. «Sinon, comment expliquer le fait que les bus de transport urbain appartenant à l'Etat fassent des navettes jusqu'à Bechloul, soit à 25 kilomètres du chef-lieu, alors que notre village est à moins d'un kilomètre du chef-lieu mais n'est pas touché par les rondes de ces véhicules», s'interroge notre interlocuteur.

Outre cela, le gaz de ville, qui est à moins d'un kilomètre, les routes, l'assainissement, les infrastructures de jeunes, le cadastre pour permettre aux gens d'avoir leur acte de propriété et pouvoir bénéficier des aides à l'habitat rural, le déplacement de la moyenne

tension qui traverse le village, sont autant de problèmes soulevés par ces villageois.

Durant la matinée, alors que la circulation était bloquée, le maire s'est déplacé sur les lieux pour essayer de rassurer ces villageois quant à la prise en charge de leurs problèmes mais celui-ci est revenu bredouille. Les villageois ne voulaient rien comprendre et ne voulaient pas croire en les promesses de ce «maire qu'ils n'avaient pas vu depuis sa dernière sortie dans le cadre de la campagne électorale en 2007».

Dans l'après-midi, les représentants du village ont réussi à avoir une entrevue avec le wali qu'ils revendiquaient depuis la matinée et la route a été rouverte à la circulation.

Y. Y.

## GUELMA Malaise à l'hôpital Okbi

*Les représentants des personnels paramédicaux de l'hôpital Okbi de Guelma ont engagé depuis plusieurs mois un bras de fer avec la direction générale. Dans un préavis de grève de 10 jours, déposé cette semaine, dont une copie nous a été remise, les travailleurs ont énuméré une série de revendications, qui portent essentiellement sur les conditions de travail, et les évolutions des carrières professionnelles.*

Ils pointent également du doigt le malaise qui affecte cette structure hospitalière ces dernières années et le défaut de prise en charge des préoccupations des employés, notamment ceux du service des urgences médicochirurgicales.

Ces derniers déplorent la dégradation des conditions de travail «qui sont susceptibles d'affecter la dignité des professionnels de santé et la qualité de la prise en charge du malade».

Les employés de l'EPH Okbi estiment que «les problèmes auxquels est confrontée cette structure ne sont pas liés à une coordination entre les différents services, mais à une gestion basée essentiellement sur la stigmatisation et les conflits intention-

nnellement créés». Le syndicat craint que le directeur général de cet hôpital ne veuille aujourd'hui abandonner toute forme de dialogue, ce qui explique, selon eux, la mauvaise tournure qu'a prise cette situation.

Les deux parties sont ainsi appelées à œuvrer pour «entreprendre un dialogue pour mettre fin aux multiples blocages qui entravent le bon fonctionnement de ce service public», comme le souhaite la direction de la santé de la wilaya de Guelma, qui n'a cessé d'appeler les deux parties à davantage de sérénité. Mais la grogne reprend de plus belle, notamment sur le climat de crise qui règne, atteignant finalement le corps médical. Ce dernier se plaint des comportements de certaines personnes, «la violence, les incivilités, les intimidations sont devenues monnaie courante dans le service des urgences de l'hôpital Okbi», nous déclare une praticienne spécialiste qui exerce dans cette structure, et qui interpelle à juste titre la direction générale de l'hôpital.

«Des mesures appropriées doivent être prises pour protéger les professionnels de la santé dans l'exercice de leurs fonctions», a-t-elle ajouté. Nous apprenons par ailleurs que la direction de la santé a été destinataire d'un rapport relatant des incidents dont ont récemment été victimes les praticiens et

les paramédicaux du service des urgences de la part des accompagnateurs d'un malade.

La situation de l'hôpital Okbi de Guelma ne s'est donc pas améliorée d'un iota, en dépit de la série de recommandations émanant des différentes commissions qui se sont succédées (ministère, APW et DSP) pour tenter d'en savoir plus sur les raisons de la crise que traverse cet établissement public depuis des années.

En effet, l'hôpital Okbi avait fait l'objet de plusieurs inspections entre autres celle effectuée en octobre 2010 par Djamel Ould Abbès, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Devant la persistance de ce malaise, la direction de la santé a diligencé cette semaine une inspection au pavillon des urgences, apprend-on de sources hospitalières. Selon nos interlocuteurs, plusieurs défaillances concernant l'état des lieux et le fonctionnement de ce service névralgique y ont été relevées.

Un appel solennel est donc lancé aux autorités compétentes pour mettre fin à cette situation.

Noureddine Guergour